

## EDITORIAL

DÉMOCRATIE CONFINÉE

## Insupportable

Luc Caregari

**Faire voter le Ceta pendant l'état de crise montre l'outrecuidance de la majorité, qui ignore la mise sous scellés des libertés fondamentales et perd ainsi toute la maigre crédibilité collectée depuis le début de la pandémie.**

On aurait aimé mettre des airs d'opéra wagnériens en fond sonore des débats parlementaires d'hier, tellement c'était dramatique et tellement c'était pompeux par moments. La sortie zigzagante du CSV, qui démontre une fois de plus que les conservateurs sont un jour en opposition frontale et l'autre jour plus progouvernementaux que le gouvernement, aurait mérité une chevauchée des Walkyries, après le solo émouvant de l'expasteur Paul Galles, qui a essayé de diluer ses remords à devoir voter un texte qui va à l'encontre de quelques-unes de ses convictions dans une motion de dernière minute.

**Voter le Ceta tout en promettant un changement de culture économique est un non-sens.**

Gageons qu'avec le temps, tout comme ses camarades de la Chambre des député-e-s, il s'habituerait à ne plus écouter ses convictions. Le retournement de veste des Verts n'est pas nouveau, l'argumentation de leur députée Stéphanie Empain s'est basée sur des débats antérieurs, alors que son parti était déjà sur la ligne gouvernementale. Mais le décrochage des écologistes de la société civile est désormais acté. Les Verts luxembourgeois ont assumé leur Bad Godesberg. Ou presque, avant le vote, une newsletter a été envoyée aux membres du parti, expliquant les raisons du « oui » au Ceta : une chose rare qui indique que les pontes redoutent des remous à la base.

Car le Ceta n'est pas un accord vert, ni vraiment fait pour pousser un agenda environnemental ; si l'accord de Paris en fait partie, c'est vraiment un service minimum et pas une avancée. Comme le sont les tribunaux arbitraux « nouvelle génération », qui certes sont plus respectueux des droits que les ISDS précédents, mais qui consistent toujours en une juridiction extraterritoriale et donc hors de l'État de droit, comme l'a rappelé David Wagner de Déi Lénk à la tribune.

Même les socialistes, qui ont poussé au vote hier, admettent que Ceta n'est pas parfait, mais que c'est le meilleur compromis possible.

Cela sonne cependant très creux si l'on tient compte des avancées faites par quelques ministres pour repenser notre modèle économique après la crise. Voter le Ceta tout en promettant un changement de culture économique est un non-sens. Pour la société civile, qui ne se compose pas que des « usual suspects », mais est une large coalition d'ONG et de syndicats, c'est une question de principe. Surtout que la crise de la Covid-19 devrait faire réfléchir sur la manière dont nous voulons organiser notre économie à l'avenir. Avec ce vote, des portes sur des changements en profondeur ont été claquées.



©MOTTY - WIKIMEDIA

Et claquées de plein fouet dans les visages des manifestant-e-s qui ont pris des risques multiples - sanitaires et verbalisations possibles - pour faire entendre leurs voix. Rien n'empêchait la majorité d'attendre la fin de l'état de crise pour mener cette discussion, quand les droits fondamentaux seront restaurés, même si le vote ne porte que sur deux pour cent du traité.

Ce qui compte, c'est le symbole d'une majorité sourde qui, dans une situation exceptionnelle, a préféré ignorer les craintes des citoyen-ne-s et respecter froidement un agenda qu'elle savait contesté - sans que les voix de cette contestation puissent s'élever. Du pain bénit pour les populistes et les conspirationnistes, qui se délectent de vivre sous une « dictature gambienne ». C'est pourquoi votre humble serviteur va terminer cet édit avec une simple supplique aux député-e-s de la majorité : mesdames, messieurs, dorénavant, et surtout avant des élections, épargnez-nous vos jérémiades sur le manque d'intérêt des gens pour la démocratie, sur le manque d'enthousiasme pour l'Europe et sur le devoir de la sphère politique de se rapprocher des petites gens, merci. Il en va de votre dignité.



## NEWS

Baudenkmäler: Ende der Schonzeit **S. 3**

## REGARDS

Öffnung der Schulen:

Keine Zeit für Einzelkämpfer **S. 4**

Réserve sanitaire:

„Wir werden nur noch verarscht“ **S. 6**

Ateliers Claus in Brüssel:

Musikalische Ausnahmezustände **S. 8**

„Wir“ von Tristan Garcia:

Wer „Wir“ sagt, muss auch „Andere“ sagen **S. 12**

Biopolitique: Santé publique et dépolitisation **p. 14**

Ende des Zweiten Weltkriegs:

Kein Zurück in die Welt von gestern **S. 16**

Libanon: Vom Lockdown auf die Straße **S. 18**

(Cover : ©Gouvernement Luxembourgeois)